

Plusieurs sources de conflit autour du Rocher

Londres et Madrid ont tous deux retrouvé des discours aux accents nationalistes vigoureux, encouragés par plusieurs sources de conflits: contentieux commercial sur la pêche, bataille autour des avantages fiscaux du Rocher et affront diplomatique, avec l'annulation de la participation de la reine Sofia d'Espagne au déjeuner organisé le 18 mai dernier pour le jubilé de diamant d'Elisabeth II.

Le territoire de Gibraltar, 6 kilomètres carrés situés à l'extrémité occidentale de la Méditerranée, dispose d'un emplacement stratégique du point de vue commercial et militaire, surplombant une des lignes maritimes les plus fréquentées au monde (la deuxième derrière la Manche). Depuis trois cents ans, la souveraineté du Rocher a été cédée «à perpétuité» à la couronne d'Angleterre. Le traité d'Utrecht de 1713 accorde à la Grande-Bretagne «la pleine et entière propriété de la ville et des châteaux de Gibraltar, conjointement à son port, défenses et forteresses», mais le texte ne dit mot sur la question des eaux territoriales. Or la question de la pêche est centrale dans ce conflit. Les pêcheurs espagnols ont toujours opéré dans les eaux gibraltariennes, une présence entérinée par un accord de 1999 entre Londres et Madrid. Mais début mai, le gouvernement gibraltarien a remis en cause cet accord de pêche, en interdisant l'accès aux bateaux espagnols. «L'Espagne a 8000 kilomètres de côtes, et je ne crois pas que 3 km remettront en cause sa pêche», a expliqué le chef du gouvernement de Gibraltar, Fabiano Picardo. Madrid a répliqué en indiquant que ses bateaux de pêche seraient désormais escortés par des navires de la garde civile, tandis que la police espagnole a renforcé les contrôles douaniers à la sortie du Rocher, compliquant le quotidien des 30000 «Llanitos» – nom donné aux habitants de Gibraltar, du nom de leur dialecte.

Le retour au pouvoir, fin décembre, d'un gouvernement conservateur à Madrid a coïncidé à Gibraltar avec l'élection d'un gouvernement local travailliste-libéral. Après quinze ans de gouvernement de droite, Fabian Picardo, avocat de 39 ans, a été élu début décembre à la tête du territoire, qui gère de façon autonome ses affaires courantes. Ce changement de donne politique a stoppé le processus diplomatique entamé depuis 2004 entre Madrid et le Peñon (nom donné au Rocher par les Espagnols). Sous l'impulsion de l'ex-premier ministre José Luis Rodriguez Zapatero, un dialogue tripartite avait été mis en place, duquel étaient exclues les questions de souveraineté, mais qui avait permis de résoudre plusieurs problèmes concrets, notamment pour les transfrontaliers: visas, fiscalité, douanes, aéroports, sécurité, systèmes de retraites... Avec l'arrivée au pouvoir de nouveaux gouvernements, les positions se sont durcies des deux côtés et dès son élection, Fabian Picardo a affirmé que «la souveraineté de Gibraltar ne devait pas être discutée ou négociée avec l'Espagne». Trente mille Gibraltariens habitent sur le Rocher, bénéficiant d'avantageux privilèges fiscaux, dont ils ne veulent se séparer. Mais à la suite des pressions du G20 contre les paradis fiscaux lancées en 2009, l'ancien chef du gouvernement gibraltarien, Peter Caruana, avait dû réformer certaines lois, mettant fin en 2011 au statut fiscal privilégié des sociétés offshore qui ne payaient pas d'impôts à Gibraltar.

La question de la fiscalité du Peñon reste au cœur du contentieux entre Madrid et Londres. Récemment, le gouvernement espagnol s'est attaqué au secteur des paris en ligne, l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois du Rocher, réclamant

100 millions d'euros de taxes à des entreprises domiciliées à Gibraltar pour des paris effectués par des citoyens espagnols.

Le conflit refait régulièrement surface dans l'actualité, mais certains soupçonnent Mariano Rajoy d'adopter un discours nationaliste avec opportunisme, alors que son pays traverse une grave crise économique. Ce virage patriotique permettrait au gouvernement de s'attirer la sympathie d'Espagnols, sensibles au slogan «Gibraltar, español». Le même soupçon d'«agitation nationaliste» a été dénoncé ces derniers mois dans le regain de tensions entre l'Argentine et le Royaume-Uni au sujet des îles Malouines. Côté britannique, le premier ministre, David Cameron, qui fait face lui aussi à des contestations sociales, s'en remet au droit à l'autodétermination des Gibraltariens: «Ce sont les Gibraltariens qui doivent décider de leur avenir et nous ne parlerons pas de Gibraltar sans travailler avec ses habitants», avait souligné le Britannique lors d'une rencontre avec Mariano Rajoy le 21 février. Lors d'un référendum en 2002, les Llanitos avaient rejeté à près de 99% une proposition de souveraineté partagée entre le Royaume-Uni et l'Espagne.

Impossible de prétendre résoudre le conflit sans passer par Rabat. Le Maroc, dont les côtes sont séparées du Rocher de seulement 14 kilomètres, garde un œil attentif sur la situation politique de Gibraltar. La croissance économique du Maroc passe notamment par le détroit, en particulier pour la ville industrielle et portuaire de Tanger, deuxième pôle économique du Maroc. Le royaume alaouite accueille par ailleurs en son sein deux enclaves espagnoles, Ceuta et Melilla, dont il revendique la souveraineté et dont la situation fait écho à celle de Gibraltar.

Mathilde Gérard

Le Temps, 13 août 2013